

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 6

Artikel: L'idée de paix en France (1919-1939)
Autor: Durecq, Herbert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344613>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'idée de paix en France (1919-1939)

par Herbert Durecq

Les images d'Epinal qui illustrent le départ pour la guerre des soldats français en 1914 et en 1939 ne sont certes pas des documents historiques d'une fiabilité indiscutable. Elles ont cependant le grand mérite d'évoquer l'état d'esprit de ces Français qui font l'opinion publique, et la « fleur au fusil » de 1914 contraste singulièrement avec la morose résignation de 1939. Quarante années de bellicisme revanchard ont en effet permis aux combattants de la grande guerre envoyés au front par un gouvernement d'union sacrée – n'en déplaise à Jean Jaurès – de remporter en cinq ans une victoire difficile mais significative. En revanche, vingt ans d'un discutabile mais évident culte de la paix se sont achevés dans le désastre d'une armée qu'un gouvernement issu du front populaire s'est décidé à mettre en action sous la pression des événements, avec pour conséquence la chute du régime.

On peut difficilement nier qu'entre les deux guerres l'idée de paix, conséquence des souffrances de 1914-18, fondée sur la renonciation à considérer le conflit comme solution des problèmes extérieures, a prévalu en France et parmi les anciens alliés de la grande guerre. Cependant, on peut se demander pourquoi, en dépit des dangers évidents qu'elle comportait,

cette idée n'a pas su se transformer radicalement lorsque les menaces pesant sur la sécurité extérieure de la France se sont révélées irréversibles.

En fait, comprendre la vigueur et la permanence de ce pacifisme, c'est tout d'abord constater l'intensité avec laquelle il a imprégné notre grande voisine jusqu'au début des années trente, atteignant le rang d'un consensus fortifié par une relative paix sociale. Mais c'est aussi convenir de la dégradation progressive de ce consensus, du fait des menaces extérieures et des crises internes, en un pacifisme controversé, dévoyé et proche de l'abandon.

*
* *

Jusqu'au début des années trente, un consensus national en faveur de la paix prévaut en France. Il est fortement ancré du fait des souffrances éprouvées durant et après la guerre, mais aussi facilité par une paix sociale provisoire mais réelle. Il concerne ainsi l'ensemble des forces vives du pays et retentit largement sur sa politique extérieure.

En 1919, le bilan de la guerre est très lourd. La France, certes, est victorieuse, mais elle a beaucoup souffert, beaucoup perdu: elle est faible. La partie nord du pays a été dévastée, l'économie s'en ressent; la démogra-

phie est chancelante et la reconstruction promet d'être difficile. Mais les Français, de surcroît, sont physiquement meurtris: plusieurs millions de personnes ont trouvé la mort, un plus grand nombre a été blessé, beaucoup restent mutilés. Des familles entières ont disparu, d'autres sont désunies. Beaucoup de valeurs traditionnelles s'effondrent. A la fierté de s'être battu et d'avoir gagné succède le «plus jamais ça!», et les nombreuses associations d'anciens combattants qui se créent dès lors en sont un écho, dont Antoine Prost, dans un ouvrage très étoffé en témoignages¹ reflète bien la nouvelle résonance. La paix devient alors un idéal pour ceux-là mêmes qui la refusaient avant 1914, toutes origines confondues, au nom de la «revanche». De plus, la révolution russe, le rayonnement du mouvement communiste international relayé en France par la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) après le Congrès de Tours entraînent une flambée révolutionnaire qui prend la forme des grandes grèves insurrectionnelles consécutives à la difficulté d'appliquer la loi sur les 8 heures de travail journalier. La répression inévitable de ces mouvements et des idées qu'ils contiennent contribue à développer, au sein de la classe ouvrière, un pacifisme de «déception», d'espoirs non réalisés, qui succède à un patriotisme de «combat partagé».

Cependant, à partir de 1920, une relative paix sociale est de règle. Bien des rancœurs se sont émoussées au

front, les curés et les instituteurs se sont en particulier réconciliés et cela aurait été difficilement concevable avant guerre. Le «Bloc National» qui émerge des élections de 1919, représentant plus des deux tiers d'une chambre qualifiée de «Bleu Horizon», recouvre un large éventail de partis et d'individus et, surtout, comme le fait remarquer René Remond dans son ouvrage sur «Les Droites en France»², se présente comme national et non nationaliste. La nuance est elle-même significative: elle incite à un consensus, et les unions de modérés et de radicaux qui se succéderont jusqu'en 1939 n'hésiteront pas à reprendre cet adjectif. D'ailleurs, la reprise économique des années vingt, la politique stabilisatrice de Raymond Poincaré qui redonne confiance au pays, le manque de virulence du Cartel des gauches en 1924 en matière religieuse et sociale, les mesures économiques et sociales des gouvernements modérés³

¹ A. Prost: *Les Anciens Combattants* (PUF).

² R. Remond: *Les Droites en France* (Aubier).

³ Il est en effet intéressant de constater qu'à part la loi des 40 heures votée par le Front populaire, qui a eu les conséquences pour l'économie que l'on connaît, la majeure partie des avancées sociales de la période a été le *fait* des gouvernements dits de «droite».

1919 – loi sur les conventions collectives ;

loi sur les 8 heures de travail quotidien;

1929 – loi sur les assurances sociales;

1930 – loi sur les calamités agricoles; loi sur les retraites, en particulier pour les anciens combattants.

sont autant de signes de nature à privilégier la paix sociale au détriment de la lutte des classes.

Dans cette ambiance de consensus, relatif certes mais ressenti, l'idée de paix atteint quasiment l'ensemble de la France. Elle est tout à la fois revendiquée par le courant nationaliste, par les partis conservateurs ou libéraux et, bien sûr, par les socialistes et les radicaux qui ne font que réaffirmer une idée chère tant à Edouard Herriot qu'à Léon Blum. Le Parti communiste, déjà attentiste, pratique, les yeux tournés vers l'Est, une politique d'isolement. Les formations politiques répandent, par leurs journaux, leurs meetings et leur propagande, cette idée, que l'opinion publique a largement fait sienne et qui transparait dès lors aussi bien dans l'enseignement, les arts, la culture, que dans l'éducation quotidienne, la vie familiale ou les loisirs : la France semble avoir trop souffert pour accepter de se battre à nouveau.

Aussi ce puissant mouvement d'opinion se prolonge-t-il par une politique extérieure essentiellement tournée vers la paix. Sous l'impulsion d'un ministre des Affaires étrangères aussi convaincu qu'Aristide Briand, la politique extérieure de la France, en dépit de quelques velléités de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne, est caractérisée par la conciliation, dans l'esprit de la Conférence de Genève et de la nouvelle Société des Nations. C'est ainsi que Raymond Poincaré, jugé trop ferme sur le problème des «réparations», en particulier lors de l'occupation de la

Ruhr, est écarté du gouvernement. C'est ainsi que la France se rapproche de l'Allemagne et signe, en accord avec ses alliés, le Pacte de Locarno. La sécurité collective devient un impératif majeur et la politique de Briand en est une illustration parfaite: Pacte Briand-Stresemann, Pacte Briand-Kellogg et, surtout, aval donné aux plans Dawes et Young pour régler le problème des «réparations». Mais, au-delà de Briand, cette politique de conciliation trouve son prolongement avec celle de Laval et de Tardieu qui s'efforcent de compléter avec l'Italie – et ultérieurement l'URSS – un jeu subtil d'alliances devant écarter la guerre à jamais.

Pourtant, les menaces qui surgissent ne tardent guère à altérer ce consensus sur la paix extérieure qui n'avait pas manqué de se traduire, à l'intérieur, par une quasi-paix sociale.

Désormais, à partir du milieu des années trente, l'idée de paix, controversée, va se dégrader pour se transformer, à terme, en un véritable abandon.

*
* *

Les menaces extérieures, que représentent la montée des régimes totalitaires et les atteintes à l'ordre social et économique interne, vont en effet transformer le consensus en une double opposition: celle des blocs traditionnels de «droite» et de «gauche», mais aussi, au sein de ces blocs, celle qui oppose les Partisans de la paix

à tout prix à ceux qui ne veulent plus exclure la guerre.

Les menaces contre la paix deviennent fréquentes au fur et à mesure de l'émergence des régimes totalitaires. Mussolini est au pouvoir en Italie, Hitler y accède légalement en 1933, tandis qu'en 1936 Franco déclenche la guerre civile espagnole. L'URSS est sortie de son isolement et s'efforce de jouer un rôle dans la vie internationale. La formation de l'Axe, la faillite de la Société des Nations qui se confirme rapidement, la diffusion par voie de Komintern des ferments de la subversion soviétique, la création de mouvements fascistes dans l'ensemble de l'Europe, attestent de la nécessité pour la France de rester vigilante, surtout à partir de 1936.

La paix sociale – fragile – se dégrade parallèlement en France, et les crises intérieures françaises sont graves. La crise économique mondiale, si elle touche la France plus tardivement et d'une façon plus atténuée, est en revanche plus durable⁴. Les blocs idéologiques s'affrontent sur ce thème, mais les politiques mises en œuvre successivement échouent. L'affrontement se poursuit également sur le thème de la démocratie dont le fonctionnement défectueux, mis en évidence par les différentes crises et scandales, est unanimement dénoncé. La gauche est accusée de vouloir capter à son profit la démocratie en la réformant ou la révolutionnant. La droite, en revanche, passe pour vouloir la détruire. Il s'ensuit tout

naturellement une radicalisation du clivage traditionnel entre gauche et droite, qui se traduit par une exacerbation des luttes sociales dont le paroxysme est atteint par deux fois lors du 6 février 1934, puis au moment du Front populaire. Cependant, à ce clivage plutôt classique se superpose rapidement celui qui sépare les pacifistes de ceux qui, désormais, n'osent plus exclure définitivement le recours à la guerre.

En effet, chaque bloc souffre à ce sujet de divisions internes. A droite, le nationalisme semble avoir modifié sa façon d'être patriote, et si toutes les sympathies ne vont pas à l'Allemagne – tant s'en faut –, la séduction de l'ordre émousse les virulences. Les modérés, en revanche, ne peuvent se résoudre à accepter un abandon qui leur paraît coupable. A gauche, le pacifisme fait partie intrinsèque du marxisme jaressien, dont la plupart des socialistes se réclament, mais c'est précisément sur ce point que les opinions divergent. La SFIO, en particulier, est victime d'un schisme, celui des «néo» derrière Déat et Marquet, et de divergences de plusieurs courants, en particulier celui des Paulfauristes qui ne s'accordent plus avec la tendance principale de Léon Blum. Le Parti communiste, initialement opposé à l'Axe, évolue progressivement dans le sens contraire. Le Parti radical, comme toujours, est hésitant et lui aussi partagé. Mais la situation

⁴ A. Prost, *op. cit.*

est d'autant plus compliquée qu'à droite comme à gauche, des mouvements prennent officiellement parti pour l'Allemagne. C'est le cas des partis de Doriot (ex-PCF), qui deviendra le Parti populaire français, de celui de Déat (ex-SFIO), qui deviendra le Renouveau national populaire. C'est également le cas du mouvement de Valois (le Faisceau), de Dorgères (Fascisme vert), ou de Deloncle (la Cagoule).

Compte tenu de ces divisions, la politique menée ne peut guère être que celle de l'abandon. Hitler réoccupe la Rhénanie, décrète l'Anschluss, Mussolini envahit l'Éthiopie, Franco gagne la guerre d'Espagne sans qu'aucun des gouvernements français qui se succèdent ne réagisse autrement que par l'indignation ou la résignation. Il faut attendre 1937 pour que soient votés – sans conviction – les crédits militaires pourtant nécessaires. Il faut dire que le matériel militaire, si nombreux soit-il, n'en date pas moins de 1914-1918 et que la remise à hauteur de l'armée elle-même, qui manque d'entraînement, de cohésion et de dynamisme, reste délicate dans le concept de tactique purement défensive qui s'articule autour d'une ligne Maginot dont l'édification – en cours de réalisation – a été décidée en 1934. Aussi, la renonciation de Munich est-elle à la fois la preuve que l'esprit de paix s'est délité en esprit d'abandon, mais aussi le révélateur du partage de l'opinion et surtout des militants des partis, face à ce « lâche soulagement » qu'avouait Léon Blum. Dans ces conditions, l'entrée en guerre

de la France ne peut être que subie et non concertée et la « drôle de guerre » rend bien compte de vingt années d'impréparation pour une guerre rendue « impossible » par tant de justifications.

*
* *
*

Au-delà de la défaite militaire de la France, c'est le régime tout entier qui succombe. Pourtant l'idée de paix survit à la défaite si l'on considère le peu de combattants que comptent la France libre et les mouvements de résistance à leurs débuts. Il faut attendre plusieurs années après 1940 pour que la « France combattante » devienne une réalité désirable de vaincre ses adversaires. Cependant, jusqu'à la défaite de l'Allemagne, une minorité de l'opinion continue, contradictoirement, à croire à une paix que le régime de Vichy s'est efforcé, tant bien que mal, d'organiser.

Le pacifisme français, par son caractère de renonciation, a succédé à un inévitable désir de paix, consécutif à une guerre très meurtrière. Les conséquences tragiques que l'on connaît doivent inciter à une nécessaire réflexion sur les inévitables récupérations de telles aspirations. Car on peut légitimement se demander si cette idée de paix, qui a imprégné la France entre les deux guerres, n'a pas volontairement été entretenue, dans un contexte général de lassitude populaire, au nom d'idéologies parfois contradictoires, sans préjuger de l'intérêt véritable de la nation.

H. D.